



Chers camarades,

La CGT Finances Publiques 76 refuse que nos instances signent cette «parodie de dialogue social » et siègent au sein d'un « comité de suivi garant de la bonne application du protocole », qui aura un rôle essentiellement consultatif.

Nous n'avons pas confiance en ce protocole qui s'inscrit dans un contexte d' austérité des politiques publiques et vise à « rationaliser » les services publics en termes de missions, de moyens et de personnels.

Où sont les avancées dans ce texte qui, sous couvert de modernisation de l'action publique, nous fait prendre des vessies pour des lanternes : revalorisation indiciaire... par intégration de primes, réaffirmation de l'accès à la fonction publique par concours (commun!!!) tout en ouvrant plus largement les recrutements sans diplômes, « la nécessaire continuité du service publique et sa mutabilité »...

Que penser du « chantage au dialogue social » qui conditionne la participation au comité de suivi à la signature du protocole ?!

Nous rappelons également à notre CEN que ce protocole va à l'encontre des orientations prises lors du dernier congrès de la CGT Finances Publiques :

- Refus du Rifseep.
- refus de l'inter-ministériarité.
- refus de la mobilité forcée.
- réaffirmation de nos statuts particuliers.
- défense, développement et réaffirmation d'un service public de qualité.
- etc...

La CGT Finances Publiques 76 appelle notre direction nationale à tout faire pour empêcher la mise en application de ce protocole.

Rouen, Le 07/09/2015